

29 novembre 2022

(22-8875)

Page: 1/10

Comité de l'agriculture**TRAITEMENT DES PMA ET DES PDINPA AU TITRE DES RÈGLES
DE L'OMC RELATIVES À L'AGRICULTURE****NOTE DU SECRÉTARIAT¹**

1.1. À la douzième session de la Conférence ministérielle, les Ministres ont adopté une déclaration² sur la réponse d'urgence à l'insécurité alimentaire. Le paragraphe 8 de la Déclaration prescrit qu'un programme de travail soit élaboré sous les auspices du Comité de l'agriculture pour examiner les moyens de rendre plus effective et opérationnelle la Décision sur les mesures concernant les effets négatifs possibles du programme de réforme sur les pays les moins avancés et les pays en développement importateurs nets de produits alimentaires ([Décision de Marrakech](#)) et, entre autres choses, tenir compte des besoins des PMA et des PDINPA afin d'accroître leur capacité de résilience pour répondre à une grave instabilité alimentaire en examinant comment utiliser au mieux les flexibilités pour stimuler leur production agricole et améliorer leur sécurité alimentaire intérieure selon les besoins en situation d'urgence. Le Comité a examiné la question de l'élaboration du programme de travail à ses réunions de juin et de septembre 2022. Lors de ces réunions, il a été demandé au Secrétariat d'établir une compilation des flexibilités dont disposaient les pays les moins avancés (PMA) et les pays en développement importateurs nets de produits alimentaires (PDINPA) dans le cadre des règles existantes de l'OMC sur l'agriculture. La présente note a été établie en conséquence, pour faciliter les discussions sur le programme de travail prescrit.

1.2. La note tient compte des discussions³ qui ont eu lieu aux réunions du Comité de juin et de septembre ainsi que des communications écrites⁴ et des suggestions spécifiques présentées jusqu'à présent en rapport avec le programme de travail. Elle prend également en compte la dernière compilation du Secrétariat intitulée "Dispositions relatives au traitement spécial et différencié figurant dans les Accords et Décisions de l'OMC", distribuée sous la cote WT/COMTD/W/258. Elle fait par ailleurs référence à certaines règles existantes qui, bien qu'elles ne soient pas des dispositions relatives au traitement spécial et différencié au sens strict, peuvent être considérées comme ayant une incidence importante sur les questions soulevées au cours des discussions sur le programme de travail. La note utilise la définition ci-après des PMA et des PDINPA:

Définition des PMA et des PDINPA de l'OMC

PMA: Pays les moins avancés qui ont été désignés comme tels par le Conseil économique et social des Nations Unies, comme il est indiqué au paragraphe 1 a) de la Décision du Comité de l'agriculture sur l'établissement de la liste de PDINPA figurant dans le document G/AG/3.

PDINPA: Le paragraphe 1 b) du document G/AG/3 établit le processus et les critères régissant l'inscription d'un pays en développement Membre sur la liste comme suit: "tout pays en développement Membre de l'OMC qui a été importateur net de produits alimentaires de base pendant trois années de la dernière période de cinq ans pour laquelle des données sont disponibles et qui notifie au Comité sa décision de figurer sur la liste des pays en développement importateurs nets de produits alimentaires aux fins de la Décision". Les pays en développement Membres intéressés doivent présenter une demande d'inscription sur la liste des PDINPA ainsi que des données statistiques pertinentes. En conséquence, le Comité a établi une liste des PDINPA et réexamine cette liste à ses réunions ordinaires de mars. La liste la plus récente figure dans le document G/AG/5/Rev.11.

¹ Le présent document a été établi par le Secrétariat sous sa propre responsabilité et est sans préjudice des positions des Membres ni de leurs droits et obligations dans le cadre de l'OMC. Il incorpore, aux paragraphes 1.1, 1.6 et 1.15 d), les observations des Membres sur la version précédente figurant dans le document RD/AG/94.

² WT/MIN(22)/28-WT/L/1139.

³ G/AG/R/102 et G/AG/R/103 (à paraître).

⁴ G/AG/W/223 et G/AG/W/224.

DÉCISION DE MARRAKECH

1.3. La Décision de Marrakech établit certains mécanismes spécifiques pour faire en sorte que la mise en œuvre du programme de réforme de l'agriculture issu du Cycle d'Uruguay *"ne soit pas préjudiciable à la mise à disposition de l'aide alimentaire à un niveau qui soit suffisant pour continuer d'aider à répondre aux besoins alimentaires des pays en développement, en particulier les pays les moins avancés et les pays en développement importateurs nets de produits alimentaires"*. Au paragraphe 3 de la Décision, les Ministres sont convenus:

- i. *d'examiner le niveau de l'aide alimentaire établi périodiquement par le Comité de l'aide alimentaire en vertu de la Convention de 1986 relative à l'aide alimentaire et d'engager des négociations dans l'enceinte appropriée pour établir un niveau d'engagements en matière d'aide alimentaire qui soit suffisant pour répondre aux besoins légitimes des pays en développement pendant la mise en œuvre du programme de réforme;*
- ii. *d'adopter des lignes directrices pour faire en sorte qu'une part croissante des produits alimentaires de base soit fournie aux pays les moins avancés et aux pays en développement importateurs nets de produits alimentaires, intégralement à titre de don et/ou à des conditions favorables appropriées, conformément à l'article IV de la Convention de 1986 relative à l'aide alimentaire;*
- iii. *de prendre pleinement en considération, dans le contexte de leurs programmes d'aide, les demandes d'assistance technique et financière des pays les moins avancés et des pays en développement importateurs nets de produits alimentaires pour leur permettre d'améliorer leur productivité et leur infrastructure agricoles.*

1.4. Au paragraphe 4 de la Décision de Marrakech, les Membres conviennent *"de faire en sorte que tout accord se rapportant à des crédits à l'exportation de produits agricoles prévoie de manière appropriée un traitement différencié en faveur des pays les moins avancés et des pays en développement importateurs nets de produits alimentaires"*.

1.5. L'article 16 de l'Accord sur l'agriculture dispose que les pays développés Membres prendront les mesures prévues dans le cadre de la Décision de Marrakech. Simultanément, le Comité de l'agriculture a été chargé de surveiller la suite donnée à la Décision, selon qu'il serait approprié.⁵

1.6. Le Comité de l'agriculture a adopté une décision⁶ pour l'établissement de la liste des PDINPA, a établi une prescription en matière de notification⁷ (appelée tableau NF:1) pour que les Membres donateurs rendent compte des mesures prises dans le cadre de la Décision, et a prévu dans ses procédures de travail⁸ une discussion spécifique annuelle aux réunions de novembre pour surveiller les mesures prises dans le cadre de la Décision sur la base, entre autres choses, des notifications des Membres sous la forme du tableau NF:1.⁹ Les notes d'information du Secrétariat de la série G/AG/W/42/ fournissent des renseignements détaillés sur la mise en œuvre de la Décision de Marrakech. Elles comprennent des renseignements sur l'"assistance technique et financière" accordée dans le cadre de la mise en œuvre de la Décision de Marrakech, y compris sur la base d'un résumé des notifications des Membres sous la forme du tableau NF:1.

CONCURRENCE À L'EXPORTATION

1.7. Les dispositions de la Décision de Marrakech et les mécanismes spécifiques qui y sont établis ont une incidence forte et explicite sur les règles de l'OMC relatives à l'agriculture dans le cadre du pilier concurrence à l'exportation. La présente section examine en conséquence les règles existantes dans ce pilier, en particulier du point de vue de leur pertinence pour les PMA et les PDINPA et des éléments de la Décision de Marrakech.

⁵ Voir l'article 16:2 de l'Accord sur l'agriculture.

⁶ G/AG/3.

⁷ Pages 33 et 34 du document G/AG/2.

⁸ Paragraphe 18 du document G/AG/1.

⁹ Pour connaître la situation des Membres en ce qui concerne les notifications annuelles sous la forme du tableau NF:1, voir les documents de la série G/AG/GEN/86/.

1.8. Taux de réduction moins élevé et exemption limitée dans le temps des engagements en matière de subventions à l'exportation: Les pays en développement Membres ont appliqué un taux de réduction moins élevé¹⁰ en inscrivant leurs engagements de réduction des subventions à l'exportation dans la section II de la Partie IV de leurs listes. Parmi les PDINPA¹¹, la République bolivarienne du Venezuela est le seul Membre à avoir contracté de tels engagements de réduction et avait utilisé en conséquence cette flexibilité en inscrivant ses engagements de réduction des subventions à l'exportation dans sa Liste lors du Cycle d'Uruguay. De plus, en vertu de l'article 9:4 de l'Accord sur l'agriculture, pendant la période de mise en œuvre, les pays en développement Membres n'étaient pas tenus de contracter des engagements pour ce qui était des subventions à l'exportation énumérées aux alinéas d) et e) du paragraphe 9:1, à condition que celles-ci ne soient pas appliquées d'une manière qui reviendrait à contourner les engagements de réduction. Parmi les PDINPA, la Barbade, le Maroc, Maurice, le Pakistan, Sri Lanka et la Tunisie ont indiqué avoir invoqué l'article 9:4, tandis qu'aucun des PMA n'a notifié le recours à cette disposition.

1.9. Décision ministérielle de Nairobi sur la concurrence à l'exportation: À la CM10, en décembre 2015, les Ministres ont adopté une décision¹² sur la concurrence à l'exportation. Cette décision prévoyait l'élimination des possibilités d'octroi de subventions à l'exportation et établissait des disciplines concernant les autres mesures à l'exportation d'effet équivalent. Le paragraphe 3 de la Décision de Nairobi réaffirme les engagements figurant dans la Décision de Marrakech ainsi que l'examen de celle-ci par la Conférence ministérielle et la surveillance par le Comité de l'agriculture:

"Rien non plus dans la présente décision ne peut être interprété comme réduisant de quelque manière que ce soit les engagements existants énoncés dans la Décision ministérielle de Marrakech d'avril 1994 sur les mesures concernant les effets négatifs possibles du programme de réforme sur les pays les moins avancés et les pays en développement importateurs nets de produits alimentaires et dans la Décision ministérielle du 14 novembre 2001 sur les questions et préoccupations liées à la mise en œuvre¹³ concernant, entre autres choses, les niveaux d'engagement en matière d'aide alimentaire, la fourniture d'une aide alimentaire par les donateurs, l'assistance technique et financière dans le cadre des programmes d'aide en vue d'améliorer la productivité et l'infrastructure agricoles, et le financement de niveaux normaux d'importations commerciales de produits alimentaires de base. Rien non plus ne saurait être interprété comme modifiant l'examen périodique de ces décisions par la Conférence ministérielle et la surveillance par le Comité de l'agriculture."

1.10. Élimination des possibilités d'octroi de subventions à l'exportation; délai plus long pour les Membres en développement: En vertu de la Décision de Nairobi sur la concurrence à l'exportation, les Membres en développement se sont vu accorder un délai plus long pour éliminer les possibilités d'octroi de subventions à l'exportation. Tandis que ces possibilités ont été éliminées immédiatement à la date de la Décision de Nairobi (c'est-à-dire le 19 décembre 2015) pour les pays développés Membres, les pays en développement Membres étaient tenus de le faire pour la fin de 2018.¹⁴ Pour certains produits, les Membres développés comme les Membres en développement ont eu un délai supplémentaire¹⁵ pour éliminer les possibilités d'octroi de subventions à l'exportation. Comme il est indiqué plus haut au paragraphe 1.8, la République bolivarienne du Venezuela, seul PDINPA Membre à avoir des possibilités d'octroi de subventions à l'exportation dans sa Liste issue du Cycle d'Uruguay, a bénéficié de cette flexibilité sous la forme d'un délai plus long pour éliminer ces possibilités.¹⁶ Il convient en outre de noter que, bien avant l'adoption à la CM10 de la décision

¹⁰ Les deux tiers de la réduction généralement requise de 36% et de 24% des niveaux d'engagement en matière de dépenses budgétaires et de quantités, respectivement, pendant une période plus longue (10 ans).

¹¹ Les PMA étaient dispensés de prendre des engagements de réduction, y compris dans le cadre du pilier concurrence à l'exportation.

¹² WT/MIN(15)/45-WT/L/980.

¹³ Document WT/MIN(01)/17.

¹⁴ Il y avait un calendrier accéléré pour la mise en œuvre des engagements concernant le coton, conformément au paragraphe 12 du document WT/MIN(15)/45-WT/L/980.

¹⁵ Jusqu'à la fin de 2020 pour les Membres développés qui étaient convenus d'éliminer à compter du 1^{er} janvier 2016 toutes les subventions à l'exportation pour les produits destinés à des PMA, et jusqu'à la fin de 2022 pour les Membres en développement. Voir les notes de bas de page 4 et 5 du document WT/MIN(15)/45-WT/L/980.

¹⁶ Parmi les Membres qui avaient des possibilités d'octroi de subventions à l'exportation au moment de l'adoption de la Décision de Nairobi sur la concurrence à l'exportation, la République bolivarienne du Venezuela est le seul Membre qui doit encore distribuer sa Liste modifiée concernant les subventions à l'exportation conformément à cette décision.

d'éliminer les possibilités de subventions à l'exportation, l'utilisation effective de ces possibilités pour l'octroi de subventions à l'exportation avait nettement diminué. Tel a surtout été le cas des subventions à l'exportation pour les produits alimentaires de base tels que les céréales, les oléagineux ou les huiles végétales, pour lesquels l'utilisation effective de ces subventions avait été pratiquement négligeable au moment de l'adoption de la Décision de Nairobi.

1.11. Prorogation du recours à l'article 9:4: La Décision de Nairobi sur la concurrence à l'exportation disposait également que les pays en développement Membres continueraient de bénéficier des dispositions de l'article 9:4 de l'Accord sur l'agriculture jusqu'à la fin de 2023. Il a été convenu que le délai serait plus long pour les PMA, et les PDINPA dont la liste figurait dans le document G/AG/5/Rev.10; ces Membres pourraient bénéficier des dispositions de l'article 9:4 jusqu'à la fin de 2030. Comme il est indiqué plus haut au paragraphe 1.8, un certain nombre de PDINPA ont indiqué avoir recouru à l'article 9:4 dans leurs notifications annuelles sous la forme du tableau ES:1.

1.12. Disciplines concernant le soutien au financement à l'exportation: La Décision de Nairobi sur la concurrence à l'exportation contient des disciplines concernant les crédits à l'exportation, les garanties de crédit à l'exportation et les programmes d'assurance (le "soutien au financement à l'exportation"). Elle exige que l'octroi d'un soutien au financement à l'exportation soit conforme aux "modalités et conditions" relatives aux délais de remboursement maximaux¹⁷ et à l'autofinancement.¹⁸ En vertu des dispositions relatives au traitement spécial et différencié, les pays en développement Membres exportateurs, y compris les PMA et les PDINPA, ont bénéficié d'un délai supplémentaire pour mettre en œuvre le délai de remboursement maximal de 18 mois.¹⁹ Les PMA et les PDINPA dont la liste figure dans le document G/AG/5/Rev.10 bénéficient d'un traitement différencié et plus favorable en ce qui concerne leurs importations ou leur acquisition de produits alimentaires de base; le paragraphe 17 de la Décision prévoit, dans de tels cas, la possibilité de délais de remboursement maximaux plus longs:

"Nonobstant les termes des paragraphes 15 a) et 16 ci-dessus, les pays les moins avancés et les pays en développement importateurs nets de produits alimentaires dont la liste figure dans le document G/AG/5/Rev.10 bénéficieront d'un traitement différencié et plus favorable comprenant la possibilité d'un délai de remboursement en ce qui les concerne compris entre 36 et 54 mois pour l'acquisition de produits alimentaires de base.²⁰ Au cas où l'un de ces Membres serait confronté à des circonstances exceptionnelles qui empêchent encore de financer des niveaux normaux d'importations commerciales de produits alimentaires de base et/ou d'accéder aux prêts accordés par des institutions financières multilatérales et/ou régionales dans ces délais, il y aura une prorogation du délai visé. Les dispositions types relatives au suivi et à la surveillance découlant de la présente décision s'appliqueront à ces cas."²¹

1.13. Disciplines concernant l'aide alimentaire internationale: La Décision de Nairobi sur la concurrence à l'exportation contient des disciplines visant à atteindre l'objectif d'empêcher ou de réduire au minimum le détournement commercial et réaffirme simultanément l'"engagement [des Membres] de maintenir un niveau adéquat d'aide alimentaire internationale pour tenir compte des intérêts des bénéficiaires de l'aide alimentaire et pour faire en sorte que les disciplines figurant ci-après n'entravent pas de manière involontaire la livraison de l'aide alimentaire fournie pour faire face aux situations d'urgence".²² La Décision reconnaît en outre le rôle des pouvoirs publics des pays bénéficiaires dans la prise de décisions sur l'aide alimentaire internationale.²³ L'Accord sur l'agriculture et la Décision de Nairobi contiennent certaines dispositions relatives à l'aide alimentaire internationale qui concernent spécifiquement les PMA/PDINPA et la Décision de Marrakech:

¹⁷ Paragraphe 15 a) du document WT/MIN(15)/45-WT/L/980.

¹⁸ Paragraphe 15 b) du document WT/MIN(15)/45-WT/L/980.

¹⁹ Paragraphe 16 du document WT/MIN(15)/45-WT/L/980.

²⁰ Le Belize, l'Équateur, l'État plurinational de Bolivie, les Fidji, le Guatemala, le Guyana, le Nicaragua, la Papouasie-Nouvelle-Guinée et le Suriname auront également accès à cette disposition.

²¹ Dans le cas où Cuba serait Membre bénéficiaire dans cette situation, le délai pourra être supérieur à 54 mois et aucun suivi ni aucune surveillance de ce type ne s'appliquera sans le consentement exprès préalable de Cuba.

²² Paragraphe 22 du document WT/MIN(15)/45-WT/L/980.

²³ Paragraphe 31 du document WT/MIN(15)/45-WT/L/980.

- a. L'article 10:4 de l'Accord sur l'agriculture et le paragraphe 3 ii) de la Décision de Marrakech visent à faire en sorte que l'aide alimentaire internationale fournie, en particulier aux PMA et aux PDINPA, le soit dans la mesure du possible intégralement à titre de dons. Désormais, la Décision de Nairobi sur la concurrence à l'exportation exige des Membres donateurs qu'ils veillent à ce que toute l'aide alimentaire internationale soit fournie intégralement sous forme de dons.²⁴
- b. Le paragraphe 27 de la Décision de Nairobi vise à limiter la monétisation de l'aide alimentaire internationale aux cas où elle est nécessaire *"aux fins du transport et de la livraison de l'aide alimentaire"*, tout en autorisant simultanément son utilisation pour *"remédier à des déficits alimentaires à court et/ou long termes ou à des situations d'insuffisance de la production agricole qui engendrent la faim et la malnutrition chroniques dans les pays les moins avancés et dans les pays importateurs nets de produits alimentaires"*.²⁵
- c. Le paragraphe 32 de la Décision de Nairobi contient une disposition de réexamen et dispose que *"[l]es Membres conviennent de réexaminer les dispositions sur l'aide alimentaire internationale figurant aux paragraphes précédents dans le cadre du suivi régulier par le Comité de l'agriculture de la mise en œuvre de la Décision ministérielle de Marrakech d'avril 1994 sur les mesures concernant les effets négatifs possibles du programme de réforme sur les pays les moins avancés et les pays en développement importateurs nets de produits alimentaires"*.

1.14. Transparence des expéditions mondiales d'aide alimentaire: Les Membres de l'OMC communiquent des renseignements sur l'aide alimentaire dans leurs notifications sous la forme des tableaux ES et NF, puis dans le cadre de leur réponse au questionnaire sur les subventions à l'exportation au titre de la Décision de Nairobi sur la concurrence à l'exportation. Toutefois, ces renseignements ne permettent pas au Secrétariat de produire une série de données comparables par année sur les expéditions mondiales d'aide alimentaire. Dans les notes d'information de la série G/AG/W/42/ qu'il élabore pour la surveillance annuelle de la suite donnée à la Décision de Marrakech, le Secrétariat incluait régulièrement des données par année sur les quantités expédiées au titre de l'aide alimentaire jusqu'en 2014, y compris par bénéficiaires (par exemple les PMA ou les PDINPA), sur la base du Système d'information sur l'aide alimentaire internationale du PAM (INTERFAIS). Depuis, le PAM a mis fin au système INTERFAIS et à la collecte de données sur les flux mondiaux d'aide alimentaire.²⁶ Les rapports présentés par les parties aux Conventions relatives à l'aide alimentaire successives avaient été une autre source de données sur les quantités d'aide alimentaire expédiées dans le monde; au titre de la dernière Convention relative à l'assistance alimentaire (CAA), qui date de 2013, les engagements annuels d'assistance alimentaire, ainsi que les rapports présentés à leur sujet par les parties à la Convention, sont principalement exprimés en termes monétaires (plutôt qu'en termes de quantités). En l'absence de données fiables sur les quantités mondiales d'aide alimentaire, il n'est peut-être pas possible d'examiner avec exactitude les tendances des livraisons mondiales au titre de l'aide alimentaire.

SOUTIEN INTERNE

1.15. Il y a des dispositions au titre du traitement spécial et différencié dans les règles du soutien interne prévues dans l'Accord sur l'agriculture et des décisions qui offrent des flexibilités aussi bien aux PMA et qu'aux PDINPA:

- a. L'article 6:2 indique ce qui suit: *"Conformément à ce qui a été convenu lors de l'examen à mi-parcours, à savoir que les mesures d'aide, directe ou indirecte, prises par les pouvoirs publics pour encourager le développement agricole et rural font partie intégrante des programmes de développement des pays en développement, les subventions à l'investissement qui sont généralement disponibles pour l'agriculture dans les pays en développement Membres et les subventions aux intrants agricoles qui sont généralement disponibles pour les producteurs qui, dans les pays en développement Membres, ont de*

²⁴ Paragraphe 23 b) du document WT/MIN(15)/45-WT/L/980.

²⁵ Le Belize, l'Équateur, l'État plurinational de Bolivie, les Fidji, le Guatemala, le Guyana, le Nicaragua, la Papouasie-Nouvelle-Guinée et le Suriname auront également accès à cette disposition.

²⁶ Depuis la suppression du système INTERFAIS, la FAO cherche à élaborer un système de collecte de données sur l'aide alimentaire afin de suivre les transactions au niveau mondial et de faire rapport à ce sujet.

faibles revenus ou sont dotés de ressources limitées seront exemptées des engagements de réduction du soutien interne qui leur seraient autrement applicables, tout comme le soutien interne aux producteurs des pays en développement Membres destiné à encourager le remplacement des cultures de plantes narcotiques illicites. Le soutien interne qui satisfait aux critères énoncés dans le présent paragraphe n'aura pas à être inclus dans le calcul, par un Membre, de sa MGS totale courante." Plusieurs pays en développement Membres ont signalé un recours à l'exemption au titre de l'article 6:2 dans leurs notifications concernant le soutien interne. Parmi les **PMA**, les utilisateurs incluent le Bangladesh, le Burundi, la Gambie, le Lesotho, Madagascar, le Malawi, le Mali, le Népal, le Sénégal, le Tchad, le Togo et la Zambie. Parmi les **PDINPA**, les utilisateurs incluent la Barbade, le Botswana, Cuba, l'Égypte, El Salvador, le Honduras, la Jordanie, les Maldives, le Maroc, Maurice, la Mongolie, la Namibie, le Pakistan, le Pérou, la République dominicaine, le Sénégal, Sri Lanka et la Tunisie.

- b. En ce qui concerne le calcul de la MGS totale courante, l'article 6:4 b) indique ce qui suit: *"Pour les pays en développement Membres, le pourcentage de minimis à retenir en vertu du présent paragraphe sera de 10%."* Jusqu'à présent, le Bangladesh est le seul **PMA** à avoir notifié un soutien relevant de la "MGS" et à avoir invoqué la clause de *minimis*. Parmi les **PDINPA**, les Membres ci-après ont indiqué avoir utilisé l'exemption de *minimis* pour le calcul de la MGS courante: Barbade, Jordanie, Maurice, Pakistan, Pérou, République dominicaine et Tunisie.
- c. Quatre Membres dans la liste des PDINPA ont des engagements de réduction de la MGS totale dans leur Liste (et ont bénéficié, du fait qu'ils ont souscrit ces engagements, d'un pourcentage de réduction moindre dans la MGS totale de base et d'une période de transition plus longue)²⁷: Jordanie, Maroc, République bolivarienne du Venezuela et Tunisie.
- d. Au sujet des programmes de détention de stocks publics à des fins sécurité alimentaire et de l'aide alimentaire intérieure visés à l'Annexe 2 de l'Accord sur l'agriculture, la note de bas de page 5 indique ce qui suit: *"Aux fins du paragraphe 3 de la présente annexe, les programmes gouvernementaux de détention de stocks à des fins de sécurité alimentaire dans les pays en développement dont le fonctionnement est transparent et assuré conformément à des critères ou directives objectifs publiés officiellement seront considérés comme étant conformes aux dispositions du présent paragraphe, y compris les programmes en vertu desquels des stocks de produits alimentaires à des fins de sécurité alimentaire sont acquis et débloqués à des prix administrés, à condition que la différence entre le prix d'acquisition et le prix de référence extérieur soit prise en compte dans la MGS."* De même, la note de bas de page 5 & 6 indique ce qui suit: *"Aux fins des paragraphes 3 et 4 de la présente annexe, la fourniture de produits alimentaires à des prix subventionnés ayant pour objectif de répondre aux besoins alimentaires des populations pauvres urbaines et rurales des pays en développement sur une base régulière à des prix raisonnables sera considérée comme étant conforme aux dispositions de ce paragraphe."* Le soutien au titre des programmes de détention de stocks publics comportant l'acquisition de stocks à un prix administré devrait normalement être indiqué dans deux tableaux explicatifs distincts de la notification du Membre concerné concernant le soutien interne: le tableau explicatif DS:1 (catégorie verte) et le tableau explicatif DS:5 (soutien des prix du marché). Toutefois, conformément aux prescriptions en matière de notification et aux modes de présentation des notifications du soutien interne convenus qui figurent dans le document G/AG/2, il n'y a pas de spécificité par produit prescrite aux fins de la notification du soutien de la catégorie verte dans le tableau explicatif DS:1, de sorte qu'il est difficile de relier le soutien à la détention de stocks publics dans le tableau explicatif DS:1 au soutien des prix par produit qui est censé être indiqué dans le tableau explicatif DS:5. Même pour le tableau explicatif DS:5 dans de tels cas, il n'y a pas, dans le document G/AG/2, d'indication qui oblige à attribuer le soutien des prix du marché notifié au programme de détention de stocks publics. En l'absence de renvoi explicite entre deux tableaux explicatifs pertinents (1 et 5) par les Membres en développement présentant la notification, il est donc difficile de trouver les PMA et les PDINPA Membres bénéficiaires à l'aide de leur recours effectif à ces flexibilités. Dans les faits, un soutien à la détention de stocks publics au titre de la catégorie verte a été notifié par le Népal et la Zambie dans la

²⁷ Voir l'article 15:2 de l'Accord sur l'agriculture.

catégorie des **PMA** Membres, et par le Botswana, la Namibie et le Pakistan dans la catégorie de **PDINPA**. En ce qui concerne la fourniture d'aide alimentaire intérieure, l'Afghanistan, Madagascar, le Mali et le Népal, parmi les **PMA** Membres, ont indiqué un soutien dans leurs notifications sur le soutien interne au titre du paragraphe 4 de l'Annexe 2. De même, parmi les **PDINPA**, la liste des Membres ayant notifié le recours au paragraphe 4 de la catégorie verte comprend Cuba, El Salvador, la Jordanie, le Maroc, le Pérou, la République bolivarienne du Venezuela et Sri Lanka. La note de bas de page 5 et la note de bas de page 5 et 6 de l'Annexe 2 n'excluent pas la possibilité d'utiliser des stocks publics pour la fourniture d'une aide alimentaire intérieure. Cependant, cela ne peut être vérifié que si un Membre notifiant l'indique dans son tableau explicatif DS:1.²⁸

1.16. Au titre du **Mécanisme provisoire de Bali concernant la détention de stocks publics**²⁹, le respect par un pays en développement Membre de ses obligations en matière de soutien interne en ce qui concerne le soutien accordé pour les cultures vivrières de base traditionnelles au titre des programmes de détention de stocks publics, existant depuis le 7 décembre 2013, ne sera pas mis en cause dans le cadre du Mécanisme de règlement des différends, sous réserve que les conditions énoncées dans le Mécanisme provisoire de Bali soient remplies. Aucun PMA ni PDINPA Membre n'a jusqu'à présent invoqué le Mécanisme provisoire concernant la détention de stocks publics.

1.17. Au titre des **prescriptions en matière de notification et des modes de présentation des notifications** convenus qui figurent dans le **document G/AG/2**, *"les pays les moins avancés Membres devraient communiquer tous les deux ans les tableaux explicatifs DS:1 à DS:3"* (tous les autres Membres doivent présenter une notification sous la forme du tableau DS:2 chaque année).³⁰ Les PMA présentent généralement leurs notifications sous la forme du tableau DS:1 tous les deux ans.

1.18. Bien que l'accès à la catégorie verte au titre de l'Annexe 2 de l'Accord sur l'agriculture soit uniformément applicable à tous les Membres (à l'exception de la composante TSD mentionnée plus haut), les Ministres réunis à Bali ont reconnu *"la contribution que les programmes de services de caractère général peuvent apporter au développement rural, à la sécurité alimentaire et à la réduction de la pauvreté, en particulier dans les pays en développement."* Dans la **Décision sur les services de caractère général**³¹ adoptée à Bali, les Ministres ont précisé que la liste non exhaustive des programmes de soutien qui fournissent des services de caractère général figurant à l'Annexe 2, paragraphe 2 incluait, entre autres: *"i) restauration des terres; ii) conservation des sols et gestion des ressources; iii) gestion des situations de sécheresse et lutte contre les inondations; iv) programmes d'emploi en milieu rural; v) délivrance de titres de propriété; et vi) programmes de peuplement agricole afin de promouvoir le développement rural et la réduction de la pauvreté"*. Plusieurs PMA et PDINPA notifient régulièrement un soutien aux services généraux (catégorie verte) dans leurs notifications concernant le soutien interne. Au moins dans un cas, un PDINPA Membre (El Salvador³²) a notifié un soutien à la "conservation des sols et gestion des ressources" et à la "gestion des situations de sécheresse et lutte contre les inondations" dans le cadre des services de caractère général, sur la base des indications données dans la Décision de Bali.

ACCÈS AUX MARCHÉS

1.19. Sur la base des modalités du Cycle d'Uruguay concernant l'agriculture³³, les Membres en développement ont pris des engagements de réduction tarifaire dans leurs listes en se prévalant de flexibilités spécifiques en matière de traitement spécial et différencié, y compris sous la forme de **taux de réduction moins élevés et en appliquant des taux plafonds** en ce qui concerne les lignes tarifaires qui n'était pas consolidées à ce moment-là, plutôt qu'en procédant à la tarification,

²⁸ Parmi les PMA et les PDINPA, il n'y a que pour Sri Lanka qu'un même produit (la farine de blé) était indiqué dans le tableau explicatif DS:1 (catégorie verte) au titre du programme de détention de stocks publics et était également fourni à titre d'aide alimentaire intérieure à des conditions bonifiées. Cependant, la notification n'indique pas explicitement que la farine de blé subventionnée fournie à titre d'aide alimentaire intérieure provenait de stocks publics. Voir le document G/AG/N/LKA/2.

²⁹ voir les documents WT/MIN(13)/38-WT/L/913 et WT/L/939.

³⁰ Le document du Secrétariat sur le respect des obligations de notification (série G/AG/GEN/86/) et les appels et rappels du Répertoire central des notifications (RCN) concernant les notifications à présenter prennent également cela en compte.

³¹ WT/MIN(13)/37-WT/L/912.

³² Voir, par exemple, le document G/AG/N/SLV/58.

³³ MTN.GNG/MA/W/24.

et ont mis en œuvre ces engagements de réduction sur une période plus longue; les PMA ont été exemptés de l'obligation de prendre des engagements de réduction. Comme ils ne procédaient pas à la tarification pour convertir les mesures non tarifaires à la frontière en droits de douane proprement dits, les Membres en développement concernés ne pouvaient se réserver le droit d'appliquer des sauvegardes spéciales (SGS) pour l'agriculture à ces produits. Certains Membres en développement, y compris ceux qui ont utilisé la consolidation à un taux plafond pour certains produits admissibles, ont également procédé à la tarification pour certains autres produits et ont négocié des droits au titre de la SGS dans leurs listes. La liste des pays en développement Membres ayant des droits au titre de la SGS inclut également des **PDINPA**: Barbade, Botswana, El Salvador, Eswatini, Maroc, Namibie et Venezuela, République bolivarienne du.³⁴

1.20. Nonobstant les prescriptions de l'article 4:2 de l'Accord sur l'agriculture, les pays en développement Membres, au titre de la section B de l'Annexe 5, avaient la **possibilité de reporter la tarification** généralement pour une période de 10 ans en ce qui concerne un produit agricole primaire qui était l'aliment de base prédominant de leur régime traditionnel. Cette flexibilité en matière de traitement spécial a été utilisée, dans le cadre du Cycle d'Uruguay, par deux Membres en développement qui n'étaient ni un PMA ni un PDINPA.

1.21. À la neuvième session de la Conférence ministérielle en décembre 2013 à Bali, les Ministres ont adopté une **Décision sur l'administration des contingents tarifaires**.³⁵ Un mécanisme en cas de sous-utilisation³⁶ a également été établi en vertu de la Décision pour traiter les cas dans lesquels l'administration des contingents est considérée comme contribuant à la faiblesse des taux d'utilisation ou à la sous-utilisation. La dernière étape de ce mécanisme contient une composante TSD en vertu de laquelle les Membres en développement importateurs, au lieu d'être immédiatement obligés de changer de méthode d'administration des contingents tarifaires en adoptant soit la méthode fondée sur le principe du "premier arrivé, premier servi" à la frontière soit un système de licences automatiques inconditionnelles sur demande, peuvent choisir une autre méthode d'administration ou maintenir la méthode en cours et classer une question de sous-utilisation en démontrant l'augmentation prescrite du taux d'utilisation sur un minimum de deux ans. Si, au bout de deux ans, l'augmentation prescrite du taux d'utilisation n'a pas été atteinte, le Membre en développement concerné serait soumis à la prescription standard (à savoir changer de méthode d'administration des contingents tarifaires en adoptant soit la méthode fondée sur le principe du "premier arrivé, premier servi" à la frontière soit un système de licences automatiques inconditionnelles sur demande), si le (les) Membre(s) exportateur(s) intéressé(s) lui en fait la demande; si aucune demande n'est faite, la mention "classé" sera inscrite en face de la préoccupation.³⁷ Aucun PMA Membre n'a inscrit d'engagements en matière de contingents tarifaires sur sa liste, tandis que parmi les **PDINPA**, la Barbade, El Salvador, le Maroc, la République bolivarienne du Venezuela et la République dominicaine l'ont fait.

1.22. Au titre de la **Décision de Nairobi sur le coton**³⁸, les Ministres sont convenus que les pays développés Membres et les pays en développement Membres qui se déclarent en mesure de le faire accorderont dans la mesure prévue dans leurs arrangements commerciaux préférentiels respectifs³⁹ un accès en franchise de droits et sans contingent pour le coton et les produits dérivés du coton⁴⁰ originaires des PMA à compter du 1^{er} janvier 2016.⁴¹

RESTRICTIONS À L'EXPORTATION

1.23. **L'article 12:1 de l'Accord sur l'agriculture** prévoit qu'un Membre instituant une nouvelle prohibition ou restriction à l'exportation de produits alimentaires conformément au paragraphe 2 a) de l'article XI du GATT de 1994 prendra dûment en considération les effets de telles mesures sur la sécurité alimentaire des Membres importateurs; informera le Comité à l'avance par écrit, et

³⁴ La Barbade est le seul Membre de la liste à avoir notifié un recours à la SGS.

³⁵ WT/MIN(13)/39-WT/L/914.

³⁶ Dans l'annexe A de la Décision de Bali sur les contingents tarifaires.

³⁷ Cela était convenu dans le cadre de l'examen du fonctionnement de la Décision de Bali sur les contingents tarifaires en mars 2022. Voir le document WT/L/1132.

³⁸ WT/MIN(15)/46-WT/L/981

³⁹ À cet égard, la Chine se déclare en mesure de le faire dans la mesure prévue dans ses arrangements commerciaux préférentiels et dans ses engagements politiques.

⁴⁰ tels qu'ils figurent dans la liste annexée à la Décision et sont visés à l'Annexe 1 de l'Accord sur l'agriculture.

⁴¹ Paragraphes 2 à 4 du document WT/MIN(15)/46-WT/L/981.

procédera à des consultations, sur demande, avec tout autre Membre ayant un intérêt substantiel en tant qu'importateur au sujet de toute question liée à ladite mesure, et fournira, sur demande, audit Membre les renseignements nécessaires. Bien qu'il ne s'agisse pas d'une disposition au titre du traitement spécial et différencié au sens strict, cela peut aussi servir les intérêts concernant la sécurité alimentaire des PMA et des PDINPA Membres compte tenu de leur dépendance à l'égard du marché mondial pour une grande partie de leur consommation alimentaire.

1.24. **L'article 12:2 de l'Accord sur l'agriculture** est une disposition au titre du traitement spécial et différencié qui exempte les Membres en développement des obligations en matière de transparence au titre de l'article 12:1 à moins qu'ils ne soient exportateurs nets du produit alimentaire spécifique considéré. Parmi les PMA et les PDINPA Membres, seul le Myanmar a notifié⁴² une restriction à l'exportation de riz en 2020.

⁴² G/AG/N/MYN/21 (et G/AG/N/MYN/21/Add.1).

ANNEXE

Dispositions de l'Accord sur l'agriculture, Décisions ministérielles, décisions du Comité, et autres documents mentionnés dans la note d'information

1. Accord sur l'agriculture: article 4:2, article 6:2, article 6:4 b), article 9:4, article 10:4, article 12, article 15:2, article 16, Annexe 2, et Annexe 5.
 2. Décision sur les mesures concernant les effets négatifs possibles du programme de réforme sur les pays les moins avancés et les pays en développement importateurs nets de produits alimentaires.
 3. Décision ministérielle de Nairobi sur la concurrence à l'exportation (WT/MIN(15)/45-WT/L/980).
 4. Décision ministérielle de Bali sur la détention de stocks publics à des fins de sécurité alimentaire (WT/MIN/(13)/38-WT/L/913) et Décision du Conseil général (WT/L/939).
 5. Mémoire d'accord sur les dispositions relatives à l'administration des contingents tarifaires pour les produits agricoles, tels que définis à l'article 2 de l'Accord sur l'agriculture (WT/MIN(13)/39-WT/L/914).
 6. Prescriptions en matière de notification et modes de présentation des notifications (G/AG/2).
 7. Décision du Comité de l'agriculture sur l'établissement d'une liste des pays en développement importateurs nets de produits alimentaires de l'OMC (G/AG/3).
 8. Liste de l'OMC des pays en développement importateurs nets de produits alimentaires dans le cadre de la Décision de Marrakech (série G/AG/5. La liste la plus récente figure dans le document G/AG/5/Rev.11 daté du 24 septembre 2020).
 9. Décision ministérielle de Bali sur les services de caractère général (WT/MIN(13)/37-WT/L/912).
 10. Décision du Conseil général sur l'examen du fonctionnement de la Décision de Bali sur l'administration des contingents tarifaires (WT/L/1132).
 11. Décision ministérielle de Nairobi sur le coton (WT/MIN(15)/46-WT/L/981).
 12. Modalités du Cycle d'Uruguay concernant l'agriculture – Note du Président (MTN.GNG/MA/W/24).
-